



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fort-de-France, le 6 mai 2025

Bilan 2024 et perspectives 2025 en Martinique : Une économie en berne, en quête de visibilité

Patrick CROISSANDEAU, directeur de l'agence IDEOM de Martinique, et Adrien BOILEAU, responsable du service études et établissements de crédit, ont présenté la situation de l'économie martiniquaise à l'occasion de la conférence de presse tenue le 6 mai 2025.

Multiplication des signaux défavorables à l'activité

En 2024, l'activité économique se dégrade sous l'effet d'une conjonction d'éléments défavorables liés notamment à l'instabilité politique internationale et nationale, et au mouvement social contre la vie chère de fin d'année sur le territoire. L'incertitude s'accroît, ce qui affecte la confiance des acteurs économiques et génère de l'attentisme, contredisant les perspectives plus optimistes envisagées en 2023.

Repli du climat des affaires

Reflète de cette situation, l'indice du climat des affaires (ICA) perd 8,5 points sur un an et se situe à un niveau traduisant une croissance en berne, dans l'attente d'une meilleure visibilité et de signaux positifs. Le rythme de progression des crédits d'investissement ralentit et les indicateurs du marché du travail font également état de ce manque de dynamisme, avec un taux de chômage qui progresse. Cette évolution concerne la plupart des secteurs d'activité.

Vers un début de stabilisation en 2025 ?

Bien que fragilisée et partiellement entravée en fin d'année par le mouvement de protestation contre la « vie chère », la consommation des ménages résiste. La détente des taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne à partir de juin 2024 et les efforts de baisse du niveau relatif des prix à la consommation devraient nourrir un début de stabilisation en 2025.

Faire face à la montée des incertitudes

En 2025, les tensions géopolitiques, et les mesures protectionnistes mises en œuvre par le gouvernement américain avec la perspective d'une augmentation substantielle des droits de douane pourraient peser sur la conjoncture internationale, avec des impacts potentiels sur l'économie locale. Le repli de l'inflation et l'assouplissement de la politique monétaire créent les conditions pour une baisse du coût du crédit et ainsi un soutien à l'investissement privé (équipement des entreprises, habitat des ménages) et public (besoins réels s'agissant d'approvisionnement en eau, de valorisation des déchets, de transition écologique, etc.). Pour autant, la restauration de la confiance nécessitera des efforts supplémentaires pour créer un environnement économique favorable sur le long terme.

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin et des TAAF, dont la monnaie est l'euro. Il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Contact presse : **Adrien BOILEAU** - tél : 0596 59 44 14, adrien.boileau@iedom-martinique.fr